



Cinquième réunion annuelle conjointe

Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA



22 - 27 mars 2012 | Addis-Abeba (Éthiopie)

L'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale

par Abdoulie Janneh et Jean Ping*

Du fait que l'économie mondiale est frappée par la crise et enregistre une très faible croissance, l'Afrique devient rapidement un aimant pour les investissements et un abri sûr pour les capitaux internationaux. Nos deux institutions, la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine, oeuvrent avec les décideurs africains pour libérer le potentiel que présente cette nouvelle situation. Tel sera le thème principal de notre conférence annuelle des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, prévue du 22 au 25 mars à Addis-Abeba, Éthiopie. Nous estimons que nous avons là une bonne raison de commencer à voir l'Afrique comme un pôle de croissance mondiale.

Sur les quinze économies ayant la croissance la plus rapide dans le monde d'aujourd'hui, dix se trouvent en Afrique. Les investissements directs étrangers en Afrique ont augmenté, passant de 9 milliards de dollars en 2000 à 62 milliards de dollars en 2009 et devraient maintenir cette progression dans le futur proche. Les investissements de portefeuille ont également été vigoureux et ont atteint 22 milliards de dollars en 2010. Toujours en 2010, deux pays africains ont eu un PIB par habitant supérieur à celui de la Chine et pour six autres, il a été supérieur à celui de l'Inde. Un fait plus réconfortant, ce ne sont pas seulement les pays riches en ressources qui enregistrent cette croissance - de nombreux autres pays africains qui ne possèdent ni pétrole ni ressources minérales - connaissent également la croissance. La composition et la destination des exportations se diversifient également de plus en plus. C'est ainsi qu'en 2009, les produits manufacturés ont représenté 10 % et 27 % des exportations africaines vers la Chine et la Corée du Sud, respectivement.

En raison de ce regain de croissance, l'Afrique est de plus en plus reconnue comme un marché émergent et un pôle potentiel de croissance mondiale. En effet, un consensus de plus en plus large se dégage sur le fait que l'Afrique est sur le point d'opérer son décollage économique et qu'elle pourrait devenir un pôle de croissance mondiale. Cette conviction se fonde essentiellement sur certains facteurs : les ressources naturelles inexploitées de l'Afrique, qui fournissent un potentiel d'investissement considérable ; la croissance démographique régulière du continent, qui, si elle est proprement gérée, pourrait générer des rendements positifs ; le développement de la classe moyenne et le marché régional inexploité ; les taux élevés de croissance économique ; l'amélioration de l'environnement macro-économique global ; des réformes institutionnelles stratégiques opportunes ainsi que l'amélioration de la gouvernance dans bon nombre de pays africains ; l'amélioration du climat des affaires dans plusieurs pays africains et l'augmentation de l'IDE ces dernières années.

Grâce à ce regain de croissance, l'Afrique n'est plus la région du monde à la croissance la plus faible, mais fait partie de celles qui connaissent la croissance la plus rapide. L'Afrique doit cependant, pour soutenir la croissance économique, améliorer la productivité et renforcer la compétitivité grâce à l'innovation et à l'investissement dans l'infrastructure, la technologie, l'enseignement supérieur et la santé ; elle doit aussi élargir la gamme de ses exportations et créer plus de valeur ajoutée ; effectuer les investissements nécessaires dans les secteurs productifs et



Cinquième réunion annuelle conjointe

Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA



22 - 27 mars 2012 | Addis-Abeba (Éthiopie)

faciliter les échanges. Ces mesures requièrent la collaboration de tous les acteurs dans un Etat développementaliste – tel qu'expliqué de manière détaillée dans notre publication conjointe intitulée *Rapport économique sur l'Afrique, 2011*.

Si l'Afrique maintient son taux de croissance annuel moyen de 5,6 % de la période 2000 - 2008 et le reste du monde maintient son taux de 2,9 %, la contribution du continent au PIB mondial passera de 2,4 % en 2012 à 5,1 % en 2034.

Il va sans dire, toutes les autres choses étant égales, que plus le taux de croissance de l'Afrique est élevé et le plus tôt sa part du PIB mondial atteindra la marque des 5 %. Si par exemple, l'Afrique maintenait un taux de croissance moyen de 7 % (indiqué comme étant le taux de croissance requis pour réaliser les OMD), et que le reste du monde en faisait autant avec son taux de 2,9 %, la contribution de l'Afrique au PIB mondial atteindrait 5 % en l'espace de deux décennies environ.

Les études indiquent que dans la plupart des pays africains, la médiocrité de l'infrastructure est une contrainte principale à l'activité économique et peut même occasionner une perte de productivité d'environ 40 %. Selon les estimations, il faudrait, pour combler le déficit d'infrastructure de l'Afrique, près de 93 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie. Il est réconfortant de savoir que près de la moitié des besoins de financement de l'infrastructure du continent est déjà assurée, il demeure cependant qu'il faut un soutien extérieur substantiel accru dans ce domaine.

Si les femmes avaient un meilleur accès à l'électricité et aux routes, cela se traduirait par une augmentation de la production agricole et des disponibilités alimentaires sur le marché, du fait que les femmes constituent entre 70 et 80 % de la main-d'oeuvre agricole. Les investissements dans le capital humain et l'innovation sont une autre contrainte majeure. L'éducation et le développement des compétences, notamment des jeunes, est d'une importance primordiale pour l'Afrique si nous voulons récolter le dividende démographique. L'innovation et les nouvelles technologies sont également cruciales pour maintenir la productivité et absorber la population active toujours croissante.

Conscientes de ces défis, nos deux institutions collaborent avec la Fondation africaine pour l'innovation et ont créé le Prix de l'innovation pour l'Afrique, qui est décerné annuellement pour récompenser et encourager les solutions innovantes qui contribuent à la mise au point de nouveaux produits permettant d'améliorer l'efficacité et de faire des économies de coûts en Afrique. Le premier prix et le second prix, d'une valeur de 100 000 et 50 000 dollars respectivement, seront remis le 26 mars de cette année.

La nécessité de coordonner les politiques de développement au niveau régional est un impératif. En fait, il s'agit essentiellement pour les pays africains d'avoir un cadre unifié de négociation et de coopération avec aussi bien les partenaires émergents que les plus anciens, qui leur permette de maximaliser les gains en termes de commerce, d'IDE et d'autres formes de flux de capitaux, de transfert de technologies, de prêts et d'aide venant notamment des grandes économies émergentes. Cette tâche revêt un caractère primordial, si l'on considère les différences



Cinquième réunion annuelle conjointe

Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'UA et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA



22 - 27 mars 2012 | Addis-Abeba (Éthiopie)

fondamentales qui existent entre les pays africains en termes de taille de l'économie, de structures de gouvernement et de capacités de négociation, ainsi que de dotations en ressources.

Le monde a besoin d'un nouveau moteur de la demande de consommation, d'un nouveau marché et d'une nouvelle dynamo et l'Afrique peut être ce moteur. La croissance future de l'économie mondiale et du monde en développement dépendra de l'exploitation tant du potentiel productif que de la demande de consommation inexploitée du continent. Nos deux organisations travaillent avec les décideurs africains pour faire en sorte que l'Afrique assume la place qui lui revient sur la scène mondiale et se débarrasse définitivement de son surnom horrible de continent sans espoir.

*** Abdoulie Janneh est Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique**

*** Jean Ping est le Président de la Commission de l'Union africaine**